

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 177
Jeudi 22 FÉVRIER 73



POUR L'ABSTENTION

vibrant meeting

révolutionnaire prolétarien

à Paris



Dans ce numéro

	Pages
Après l'incendie du C. E. S. E.-Pailleron	2
Vibrant meeting à Paris	5-6-7
Les groupes trotskystes face au Programme commun ...	8
Les dirigeants du P.« C. »F. et l'Alliance atlantique	9
Ils torturent... même les juifs	11
Brésil : Un peuple au combat	12

Après l'incendie du C.E.S. Pailleron

Des lecteurs nous écrivent...

Les vrais coupables

Chers camarades,
Voilà, j'ai appris, comme vous, les causes de l'incendie du C.E.S. En regardant la télévision, je me suis révolté devant cette façon de présenter les faits et devant la facilité qu'avaient ces « messieurs » du régime actuel de se disculper. J'ai fait un texte. Aussi, s'il vous paraît juste et qu'il vous convient, faites-le paraître.

Comme moi, vous avez lu les journaux, écouté la radio, regardé la télévision.

Un C.E.S. a pris feu et beaucoup de petits enfants sont morts brûlés vifs. On a cherché les causes de cet incendie, car cela paraissait un « acte criminel ». En effet, on a trouvé très peu de temps après :

— Un groupe d'enfants de 14 à 15 ans avait préparé son coup. Le responsable du groupe voulait se « venger » de son professeur.

Bien sûr, quelle aubaine, quel beau sujet à développer ! N'est-ce pas, messieurs les ministres !... Quel beau moyen de prouver une fois de plus que la jeunesse est « criminelle », qu'elle n'a pas de morale et qu'il est bon de mettre un terme à toutes ces choses. Vous n'avez d'ailleurs pas trop attendu de connaître profondément le sujet et vous avez d'ailleurs profité largement de l'antenne dimanche 11 février. Nous avons été très touchés de votre presse hypocrite. Quelle bonne façon de cacher vos responsabilités. Mais, quelles sont-elles ces responsabilités ?

— Insuffisance de maîtres dans les classes, d'où classes surchargées et malentendus avec enfants et professeurs.

— Etablissements trop petits, insalubres.

— Constructions légères, mal faites — économies. L'Etat est si pauvre... L'est-il autant pour vos ridicules essais nucléaires, pour la construction de gendarmeries et autres bâtiments militaires et bien d'autres choses de ce genre ?

— Les moyens de sécurité étaient-ils suffisants ?

Si votre conscience, « messieurs les responsables » était si tranquille, vous seriez-vous empressés d'accabler deux enfants dont l'acte est horrible mais totalement irréfléchi. Si cela ne vous avait trop gênés, auriez-vous fait tant de propagande autour de ce fait divers ?

Croyez-vous qu'en condamnant à vingt ans de réclusion ou à la maison de redressement ces deux enfants, le peuple n'aura pas compris votre infamie ?

La cause de cet affreux drame n'est-elle pas la société capitaliste, votre société, messieurs les ministres ? N'est-ce pas le procès de cette société que l'on doit faire ?

N'est-ce pas cette société qui diminue les subventions à l'enseignement laïque, le nombre d'enseignants ?

— Qui entasse des élèves au nombre de 40-45, voire même 50 dans des établissements insalubres, insuffisants, mal construits ?

— Qui réforme, dans son intérêt, les programmes scolaires, mais ne donne aucun moyen de les pratiquer ?

— N'est-ce pas cette société capitaliste qui se forge ainsi une main-d'œuvre ignorante, sans formation professionnelle, donc très bon marché et docile ?

— N'est-ce pas cette société qui fait un enseignement de classe, d'élite ?

Bien sûr, un accident si grave, si près de vos élections est très gênant. Si gênant que vous n'hésitez pas à accuser deux adolescents meurtris au plus profond de leur être, et pour leur vie, lorsqu'ils ont vu le terrible résultat de leur acte inconsidéré.

Seulement, nous, parents, gens du peuple, nous nous refusons à ce jugement trop facile. Nous ne voulons pas condamner deux enfants « innocents ». Nous voulons que votre société messieurs les capitalistes, c'est-à-dire vous, soit jugée. Nous ne voulons pas que nos enfants risquent à nouveau de faire la même chose par votre faute et avant que cela ne se reproduise nous voulons vous en empêcher.

De nombreuses écoles comme celle-là

...N'est-il pas vrai que de nombreux établissements scolaires, qui abritent combien de nos enfants et de nos maîtres, sont peu ou prou construits dans les conditions qui viennent d'être rappelées ? Dans les-quelques par conséquent, comme au C.E.S. de la rue Edouard Pailleron « on risque sa peau tous les jours », ainsi que l'écrivait il y a quelque temps une élève de 3^e de cet établissement dans une dissertation sur le thème « Le progrès scientifique et ses conséquences », en désignant précisément les risques visibles d'incendie et d'effondrement. Voilà le sort de nos gosses en régime capitaliste, où la construction de leurs écoles dépend à la fois de crédits publics accordés au comptegoutte et d'une économie de profit qui majore inutilement et dangereusement la dépense pour l'Etat.

Et peu importe de savoir s'il y a lieu aujourd'hui d'incriminer le cahier des charges et ses auteurs, pour n'avoir pas fait figurer parmi les exigences de l'Administration la protection (1) (par revêtement approprié) des structures métalliques du C.E.S. contre les hautes températures, ainsi qu'il se fait couramment pour d'autres types de construction (tours, grands immeubles d'habitation), ou bien d'accuser l'entreprise qui a effectué les tra-

vaux d'avoir passé outre à cette exigence sur la sécurité, de façon à abaisser son prix... et arracher le marché grâce à cette économie, et à d'autres du même genre.

Ce qui compte avant tout, c'est de savoir que l'absence de cette protection, dont l'utilité est de retarder, peut-être d'une heure, l'annihilation par les températures supérieures à 500 degrés de la résistance mécanique de la charpente métallique, a entraîné l'effondrement ultra-rapide de cette charpente (les pompiers diront : « Lorsque nous avons mis en batterie la première lance, tout s'est effondré », soit trente minutes après le début des flammes), donc du toit, et qu'on peut voir là la raison principale du nombre élevé des victimes, qui n'ont ainsi pas eu le temps d'échapper.

Bien entendu, les matériaux utilisés (le bois aggloméré des cloisons intérieures flambe exceptionnellement bien) et la technique même du préfabriqué sont aussi à mettre en cause. Il est fondamental de se souvenir que dès mars 1970, c'est-à-dire dès l'époque de la mise en service de l'établissement, de nombreuses déficiences avaient été constatées, entre autres malfaçons (chauffage, plomberie, affaissement des sols). Pour ces raisons d'ailleurs, il n'y a jamais eu de réception définitive des travaux par l'Etat. L'Académie de Paris a bien été invitée à plusieurs reprises à « faire procéder aux réfections qui s'imposent dans les plus brefs délais », mais celles-ci n'étaient toujours pas faites trois ans après...

Avoir laissé malgré tout fonctionner le C.E.S. avec 850 élèves pendant tout ce temps, voilà qui est caractéristique des négligences criminelles d'une administration au service d'elle-même et de responsables complètement détachés du peuple.

(1) Lors des essais en 1966 avant introduction en France du procédé anglais de construction, les poutres en « acier revêtu d'amiante » avaient révélé une résistance au feu d'une heure trente environ.

DEVANT LA MAIRIE DU XIX^E

Lundi dernier vers 18 h 30 un cortège de plusieurs centaines de personnes réunies pour protester contre l'incendie du C.E.S. Edouard Pailleron débouchait sur la place de la mairie du 19^e arrondissement. On y voyait de très nombreux lycéens, des enseignants professeurs et instituteurs, des parents d'élèves venus malgré la défection au dernier moment de la Fédération Le Cernec. Les militants de l'« Humanité Rouge » s'y étaient joints avec une banderole.

Tous les gens étaient venus, mûs par une même indignation : que l'Education Nationale ait pu autoriser la construction d'un bâtiment pour nos enfants qui brûle comme un feu de paille !

Que de jeunes lycéens, ignorant que des classes s'y trouvaient à cette heure inhabituelle aient été à l'origine de l'incendie pour se venger de la façon dont on les traitait (ils voulaient dans leur idée effrayer l'administration et pensaient qu'un petit feu serait rapidement éteint) voilà qui ne déplace aucunement le problème mais qui en ajoute un second : les tares de notre enseignement bourgeois doivent être bien énormes pour pousser ainsi des jeunes (et cela arrive plus souvent qu'on ne le pense) à de tels actes. Et n'est-ce pas que la société capitaliste tout entière qui en est responsable alors qu'elle censure les films progressistes mais laisse par contre proférer sans vergogne des appels au meurtre tels « Le Flingueur » dont les affiches dans le métro choquaient tellement

qu'on les a vite retirées ou encore « Orange Mécanique ».

Dans les petits groupes qui se sont formés place de la Mairie après la dispersion du cortège et où on a discuté avec animation pendant plus d'une heure sans que la police dont les cars rôdaient à proximité, ose intervenir la plupart étaient d'accord là-dessus :

« Ce C.E.S. il a suffi qu'on y enflamme un peu de White spirit pour qu'il brûle comme un feu de paille et s'écroule comme un château de cartes. Si le gouvernement cherché à détourner l'attention sur ce que « France-Soir » appelle en très gros titres « l'autre tragédie » c'est parce qu'il ne peut justifier la mauvaise qualité des matériaux et l'absence de sécurité du C.E.S. S'il y a quelque chose de sûr c'est que l'Education Nationale a autorisé une société privée à faire davantage de profits au détriment de la vie de nos enfants. »

DERNIERE MINUTE :

Pas de réhabilitation pour les traitres !

Une fois de plus la meute des kollabos se remet en campagne. On nous annonce que le cercueil de Pétain a été enlevé de l'Île de Ré. Et voilà les Tixier-Vignancourt, les Borotra, Isorni, qui sur les ondes réclament sa réhabilitation.

« L'Humanité Rouge » qui compte dans ses rangs de nombreux anciens résistants s'associe à la protestation de l'Association Nationale des An-

MISE EN GARDE

On se souvient des déclarations de Peyrefitte après l'incendie du C.E.S. Pailleron, mettant en cause « les théoriciens de la lutte de classes », ainsi que de la campagne de presse qui a suivi.

Depuis, une série de faits sont intervenus qui doivent appeler notre vigilance :

● Dans le 19^e arrondissement de Paris, des bruits courent accusant « les maoïstes ». Ruais, député U.D.R., ancien parachutiste, n'y est pas étranger.

● Une série d'incendies s'est déclarée dans des écoles un peu partout en France.

● Des attentats ont été opérés par une bande fasciste à Paris.

● Le mercredi 14 dans la Côte-d'Or, plusieurs wagons ont déraillé. La presse et la radio bourgeoises ont parlé de « sabotage », d'« attentat ».

● Le samedi 17, des faits identiques se sont produits dans la région de Marseille.

● Nous rappelons qu'il y a quelque temps dans la région de Bordeaux, des hommes de main fascistes du S.A.C. ont avoué qu'ils avaient constitué des stocks de dynamite et qu'ils avaient l'intention de s'en servir au cours de la campagne électorale.

● Enfin, il faut rappeler qu'il y a un certain temps, un plan terroriste a été révélé. Il prévoyait des agressions contre des personnes et des locaux.

Le but était de créer un climat justifiant l'intervention du gouvernement pour « rétablir l'ordre ».

Dans ces conditions, « L'Humanité Rouge » appelle les révolutionnaires et les travailleurs à faire preuve de vigilance pour mettre en échec toute éventuelle provocation fasciste.

« L'Humanité Rouge » rappelle qu'elle condamne les actes de sabotage ainsi que les actes terroristes. Les marxistes-léninistes sont des partisans de la lutte de masse. La violence révolutionnaire c'est la violence des masses et non pas celle d'individus coupés des masses.

Les lycéens du quartier donnaient de nombreux exemples de cette incurie qui menace la vie de centaines de personnes. Et pourquoi ? Pour rogner au maximum le budget déjà bien maigre de l'Education Nationale et faire faire plus de profits aux sociétés privées avec lesquelles elle passe ces contrats scandaleux.

Les règlements l'« inertie administrative » vont bien dans ce sens : une jeune femme institutrice dans une école du quartier racontait que les portes de sa classe s'ouvrent dans le mauvais sens ; s'il y avait panique lors d'un incendie elles feraient barrage ; or, quand elle demande qu'on lui change le sens d'ouverture des portes on lui répond qu'il n'y a pas le nombre suffisant dans sa classe : moins de 50 vies humaines à garantir ça ne vaut pas la dépense, aux yeux de l'administration !

ciens Combattants de la Résistance.

Réhabiliter Pétain, après avoir grâcié Touvier ce serait insulter tous ceux qui tombèrent sous les balles des nazis et de leurs kollabos. Tous les anti-fascistes doivent être prêts à riposter à toute réhabilitation du traître. Nous n'accepterons pas qu'on insulte la mémoire des Guy Mocquet, des Gabriel Péri. Il en va aussi de l'avenir du peuple de France.

Editorial

LES DEUX COTÉS DE LA BARRICADE

Semaine après semaine, la grande mystification électorale prend plus d'ampleur. Les thèmes sont désormais bien rodés. L'industrie de la statistique est florissante, pas un journal qui ne publie son sondage quotidien, pas un poste qui n'ait son inévitable débat entre majorité - union de la gauche, et bientôt sur le petit écran le défilé des candidats, leurs promesses sous le bras.

Mais combien de travailleurs ne commencent-ils pas à en avoir plus qu'assez de cette farce ? Assez des réactionnaires U.D.R.-Indépendants et Cie qui viennent le visage enfumé promettre que maintenant on va faire du « social ». Assez des politiciens de la « gauche » sans pudeur qui s'échinent à répéter, pour ne pas effrayer le bourgeois, qu'ils ne veulent pas le socialisme, qu'ils attendent simplement que les travailleurs y soient favorables ; comme si la grande masse du peuple laborieux de notre pays ne désirait pas en finir tout de suite avec l'exploitation et l'oppression capitalistes !

Quand la confiance s'effondre, il ne reste plus que la vérité nue, un spectacle risible s'il n'était plein de dangereuses menaces pour notre peuple. Ce spectacle, c'est celui des partis traditionnels et leur incroyable puissance de mystification. Chacun fait « comme si » : comme si l'Union de la gauche avait la majorité des sièges au Parlement bourgeois. D'un côté, Marchais et Mitterrand, semblables à la laitière au pot-au-lait de la fable, n'en finissent pas de compter en pensée l'utilisation qu'ils feront de leurs voix : « On gardera Pompidou, on ne changera pas la Constitution de la V^e République, mais on fera « du social » nous, etc. ». Et quand Pompidou leur rappelle que la réalité, c'est la domination sans partage des monopoles capitalistes français, ils ferment les yeux pour continuer leur « beau rêve » : « Nous avons confiance dans la sagesse de M. Pompidou », déclarait Georges Marchais voici un mois à Europe n° 1, pour répondre à un auditeur qui demandait ce que ferait l'Union de la gauche au cas où Pompidou refuserait le verdict des urnes. Pompidou, qui a la sagesse et la logique de sa classe réactionnaire, a répété à plusieurs reprises qu'il n'accepterait pas un gouvernement opposé à sa politique et il a menacé d'utiliser la Constitution qui lui donne et les DROITS et les MOYENS d'exercer un pouvoir sans partage.

Ces préparatifs fébriles sont dirigés avant tout contre le peuple de notre pays. Ceux qui veulent bercer les travailleurs d'illusions avec leur thèse du « passage pacifique » au socialisme sont des criminels. En fait, ils sont du même côté de la barricade que la majorité réactionnaire : ils ont tout fait jusqu'ici pour diviser et saboter les luttes du prolétariat et du peuple, mais on peut être certain qu'ils se surpasseront bientôt, et quel que soit le résultat des prochaines législatives, pour juguler l'inéluctable mouvement révolutionnaire des masses.

Mais de l'autre côté de la barricade, celui de la révolution prolétarienne, les forces du prolétariat et du peuple progressent chaque jour dans leur organisation. Malgré le désarroi engendré par la trahison des faux communistes dirigeant le P.C.F., malgré la confusion semée dans les rangs de la jeunesse par les idéologues opportunistes, notamment trotskystes, malgré tous les obstacles, les idées justes du marxisme-léninisme pénètrent dans les masses. Les propositions concrètes avancées par les authentiques communistes marxistes-léninistes rencontrent un accueil fraternel et attentif chez nombre de travailleurs. Le vibrant meeting révolutionnaire du vendredi 16 février à Paris en a éloquentement témoigné. Mais aussi, l'idée que le renversement de la classe dominante sera l'œuvre des masses révolutionnaires ELLES-MEMES, l'idée qu'il faut rejeter l'électoratisme comme un piège, l'idée qu'il faut s'organiser à la base dans les usines, dans les campagnes, dans les quartiers, dans les facultés, contre la Constitution ultra-réactionnaire de la V^e et pour le socialisme, ces idées fondamentales suscitent partout l'intérêt. Mieux, elles progressent ; déjà des échos nous parviennent : des comités d'Unité prolétarienne, des comités d'Unité populaire sont en voie de constitution, regroupant des ouvriers et d'autres travailleurs manuels et intellectuels unis à la base pour l'action contre la domination politique de la bourgeoisie. Cette voie, c'est l'avenir.

La bourgeoisie le sait. Elle organise le silence total de ses organes d'« information ». Mais ce qu'elle ignore, c'est que le lien des marxistes-léninistes avec le prolétariat et les autres couches populaires est fondé sur la justesse de leur ligne révolutionnaire. Ces deux éléments sont les gages les plus sûrs de la victoire finale de la révolution sur les forces de la contre-révolution.

Le Programme Commun et la participation des travailleurs

Avec le Programme Commun de gouvernement chacun de ceux qui le soutiennent, nous parle beaucoup de la « participation des masses, dans le cadre d'une gestion démocratique de l'économie ».

Voyons clair d'un peu plus près, comment les directions fédérales et confédérales de la C.G.T., concoissent cette fameuse « PARTICIPATION ».

C'est à l'occasion de « journées d'étude » organisée par la C.G.T., au niveau des différents établissements du groupe Kodak France, que nous fut donné la réponse.

Par la mise en place d'un comité de coordination.

Ce comité de coordination composé de représentants nommément désignés de chaque organisation syndicale et placé au-dessus des syndicats de chaque établissement du groupe, n'est ni plus ni moins qu'un véritable carcan organisationnel, pour amuser de façon encore plus « efficace et responsable » le contrôle de la fédération dans le cadre de ses orientations et de ses décisions.

Procès d'intention diront certains ? Non car pour se convaincre du rôle de ce comité, il suffit de lire le projet de règlement.

« Dans ce comité, y figure obligatoirement les membres de la commission exécutive et du bureau fédéral, appartenant au groupe.

« Le comité prend ses décisions, ainsi que la conférence, à la majorité de ses membres dans le cadre de l'orientation et des décisions prises par la fédération.

« Le comité a pour rôle d'harmoniser le programme revendicatif dans le cadre de la fédération... ainsi que de promouvoir sur le plan du groupe l'orientation fédérale dans tous les domaines et d'aider les organisations à mieux appliquer les décisions qui en découlent ».

ON NE PEUT ETRE PLUS CLAIR

De plus, les décisions prises par ce comité, seront exécutives, ce qui met fin à la souveraineté des syndicats de base, qui ne seront plus que des chambres d'enregistrement des décisions prises par le comité, sous la tutelle de la Fédération.

Dans bien des cas, le syndicat de base, n'était déjà plus une organisation représentative des véritables aspirations des travailleurs, mais cette fois, plus aucune « déviation » n'est possible, c'est la confédération qui décide de ce qui est bon ou mauvais pour les travailleurs.

Ces comités de coordination, créés au dernier congrès de la fédération des Industries Chimiques, qui seront mis en place ou qui existent déjà dans d'autres fédérations, doivent être directement rattachés aux perspectives du passage du Programme Commun lors des prochaines législatives.

En effet, il ne s'agit rien moins, que d'imposer les structures organisationnelles pour pouvoir freiner et canaliser, dans des limites acceptables pour le nouveau gouvernement de gauche, le juste mouvement des masses pour l'aboutissement de leurs revendications.

Defferre ne s'y est d'ailleurs pas trompé, lui qui déclarait le 1^{er} février :

« Si j'ai signé le programme commun, c'est que je suis convaincu de la bonne foi des communistes. La présence de communistes au gouvernement n'est pas un danger. Je dirais même que c'est une nécessité si nous voulons appliquer un gouvernement de gauche sans qu'il y ait de troubles ou bien de grèves. »

VITTEL : Nouvelle victoire, mais ce n'est qu'un début

C'est le 24 janvier 1973 que les 75 extrudeurs se sont mis en grève pour leurs revendications. Ils en avaient assez des négociations qui duraient depuis un an avec la direction, sans aucun résultat.

Les ouvriers de 25 à 35 ans travaillent dans des conditions très difficiles, à la chaleur et au bruit ; le travail est dangereux et les accidents du travail sont nombreux (doigts coupés). Ils font les 3 x 8 (2 équipes de jour, une équipe de nuit). Leurs salaires pour la moitié d'entre eux sont de 1.160 F sans les primes, l'autre moitié a un salaire inférieur. Alors les extrudeurs demandent une modification de leur classification en fonction de leur travail, soit 80 à 100 F de plus par mois et pour chaque ouvrier.

Les extrudeurs disent : « à Evian pour le même travail les ouvriers gagnent 400 à 500 F de plus par mois ». L'action est donc décidée, c'est un mouvement de grèves tournantes de deux heures par équipe qui commence le 24 janvier.

Le jeudi 1^{er} février la direction de la société des eaux de Vittel, dont le principal actionnaire n'est autre que Nestlé Alimentaire S.A. avec un tiers du capital, décide le lock-out de l'entreprise pour le 5 février au matin si les débrayages de deux heures ne cessent pas. La direction déclare : « Cette situation compromet nos objectifs économiques de 1973 (740 millions de bouteilles) et les objectifs sociaux » (sic).

Aussitôt, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. réagissent immédiatement :

« Il s'agit d'une atteinte manifeste au droit de grève reconnu aux travailleurs » et citent en référence la direction des eaux de Vittel devant le tribunal d'Epinal pour lock-out. Le jugement du tribunal sera rendu le lundi. Celui-ci se déclare incompétent sur la légalité ou l'illégalité du lock-out (resté).

Mais revenons au déroulement de cette lutte. Le vendredi 2 février le P.D.G. de la Motte-Bouloumie propose de suspendre le lock-out, si le mouvement des extrudeurs prend fin et que les syndicats acceptent le principe d'une réunion paritaire.

Les travailleurs rejettent cette proposition scandaleuse au cours d'une réunion. Ils sont décidés à obtenir leur juste revendication.

D'ailleurs Vittel peut payer ! La société des eaux de Vittel a réalisé un bénéfice net de 6 millions de F en 1972 et 8,8 millions de F en 1971.

Tous les travailleurs sont solidaires de leurs camarades extrudeurs en lutte, et, lundi matin à 5 heures la plupart des ouvriers sont présents pour prendre leur poste de travail, bien que le ramassage des ouvriers n'est pas été effectué par les 5 cars.

Les ouvriers demandent l'ouverture des portes et essuient un refus. Une manifestation de près de 500 ouvriers a lieu dans la station thermale encore endormie, aux cris de « nous voulons du travail » et au chant de « l'Internationale ». Les manifestants tiennent un meeting, devant la villa Saint-Pierre où habite le buveur de sang de la Motte-

Bouloumie. Un délégué syndical déclare : « C'est ici que se trouve notre seigneur. Il devra se mettre à genoux devant la classe ouvrière ».

Lundi matin le P.D.G. conserve sa position de classe, il déclare : « Je ne lèverai le lock-out, que si les extrudeurs reprennent normalement le travail ». Puis en fin d'après-midi il reculait et abandonnait cette restriction en annonçant que le lock-out serait levé mardi matin à 5 heures. Il est à noter que dans cette période pré-électorale, des pressions politiques peuvent être exercées ? Le député « républicain indépendant » de la circonscription serait intervenu durant cet intervalle auprès du P.D.G. Il pense ce bon réactionnaire à son siège et un conflit comme celui-ci n'est pas de nature à lui assurer sa réélection puisqu'il est de nouveau candidat.

Ainsi l'unité de lutte des travailleurs, conduisant à la capitulation d'un seigneur moderne et une nouvelle grande victoire était remportée par l'action unitaire de tous les travailleurs.

Une commission est en place qui devra donner ses conclusions au plus tard le 15 mars.

Il nous faut aussi rappeler l'échec qu'a subi la direction des eaux de Vittel. Le délégué syndical C.F.D.T., Arthur Staub, à la société des eaux de Vittel avait été licencié il y a deux ans par la direction. Dernièrement la Cour d'appel de Nancy a refusé ce licenciement.

Un correspondant.

CLASSE CONTRE CLASSE

Etablissements P.A.R.M.E. MONTREUIL-SOUS-BOIS

Des conditions de travail intolérables

Dans cette petite usine de jouets, entre 50 et 80 ouvriers — selon la saison — avec 80 % de femmes. Il n'y a pas de syndicat.

Dans l'atelier de montage aucune condition d'hygiène et de sécurité n'est respectée.

Les ouvrières respirent à plein nez et manipulent du trichlore qui est employé pour coller du plastique :

- sans gants ;
- sans masque ;
- sans ventilation.

On ne peut même pas parler d'aération, cet hiver par exemple, pas une seule fenêtre ouverte dans l'atelier de 40 personnes, comme l'a si bien dit le patron « je chauffe l'atelier mais pas la rue », alors tant pis si des ouvrières s'évanouissent ou ont des crises de nerf ; quand ça arrive les chefs disent que ce sont des hystériques.

Durant 9 h par jour, des ouvrières (immigrées pour la plupart) lavent des carreaux à l'alcool éthylique, à en attraper des étourdissements et des crevasses aux mains. Une ouvrière âgée l'a fait pendant 4 ans tous les jours.

Un ouvrière manipule de la poudre de bronze à l'intérieur d'une cabine de plastique, sans ventilation et sans être remplacée pendant plus d'un mois. Quand elle se plaint de maux de ventre, elle se fait traiter de malade qui ne tient pas le coup par les chefs.

Dans cet atelier de montage de jouets c'est de jour en jour l'aggravation des conditions de travail : du

câblage au finitions des « télécrans » (sorte d'ardoise magique) c'est l'augmentation accélérée des cadences qui empêchent de toucher la prime : 10 % sur un salaire horaire de 5,50 F, et pour l'avoir il faut faire beaucoup plus que le compte qui est dû à atteindre.

Les chefs valets des patrons font tout pour diviser les ouvrières entre elles et saboter leur entente ; ils ont trop peur qu'elles s'unissent !

— Ils sèment la division entre anciennes et nouvelles ;

— favorisent certaines, à la tête du client, avec la prime ou bien un travail moins pénible ;

— menacent de licenciement si on ne fait pas le compte ou si on ne vient pas travailler le samedi « pour rendre service au patron ».

Où le patron se préoccupe plus de la santé de ses chevaux de course que de celle de ses ouvriers ! Oui, le « monde merveilleux des jouets » fait faire de merveilleux profits aux capitalistes sur le dos des ouvriers !

Mais les ouvrières réagissent ; elles se montrent les fiches de paye (alors que c'est interdit !), la plupart ne vient plus travailler le samedi parce que ce n'est pas leur porte-monnaie qui en profite.

Les capitalistes, qu'ils soient gros ou petits d'ailleurs (n'est-ce pas Messieurs du Programme Commun), vivent sur notre dos, ils nous traitent comme du bétail. Pour que cela change il faut abattre tout le régime capitaliste et instaurer le socialisme.

Correspondant H.R.

Guadeloupe :

GRÈVE DES COUPEURS DE CANNE

... Camarades !

Il y a trop longtemps que les capitalistes usiniers font de nous ce qui leur plaît. Ils s'enrichissent de notre sueur et de notre sang. Nous, ouvriers, nous vivons dans une misère de plus en plus grande. Nous restons huit mois sans travailler. Si aujourd'hui les capitalistes veulent commencer la récolte, ils doivent :

— Satisfaire les revendications des ouvriers agricoles et des ouvriers industriels ;

— Payer la ristourne aux petits planteurs et colons et satisfaire leurs revendications essentielles.

Les capitalistes peuvent payer, ils

doivent payer !

Camarades ouvriers agricoles et industriels, petits planteurs et colons,

C'est nous qui produisons la canne, le sucre, le rhum, la mélasse.

C'est nous qui faisons vivre la minorité de parasites capitalistes.

C'est nous la majorité, c'est nous la force productive principale.

Unissons-nous à la base et dans l'action de masse !

Persévérons dans la lutte jusqu'à la satisfaction de nos revendications !

Un pour tous !

Tous pour un !

(Extrait d'un tract de l'U.T.A.)

Les pêcheurs corses :

Halte à l'empoisonnement de la Méditerranée !

3 000 tonnes de déchets contenant de fortes proportions d'acide sulfurique et différents composés métalliques, déversés quotidiennement au large de la Corse, par le trust italien « Montedison » !

C'est contre ce scandale, qui les touche directement dans leur gagne-pain, que les pêcheurs corses sont partis en guerre.

Grèves et manifestations se sont succédées pour exiger du gouvernement français une intervention en vue de mettre fin à cet empoisonnement systématique de la Méditerranée. Sans succès !

Samedi, des barrages de pêcheurs interdisaient l'entrée des principaux ports de l'île pendant que des milliers de manifestants défilaient dans les rues de Bastia et d'Ajaccio. A Bastia, la préfecture était assaillie, et envahie, le préfet quelque peu molesté, malgré les charges des C.R.S. débordés. De violentes bagarres se déroulaient dans les rues pendant une partie de la soirée.

Les pêcheurs corses, soutenus par l'ensemble des travailleurs, de l'île, exigent que soit mis fin immédiatement à ce scandale qui exterme les bancs de plancton et de poissons et menace gravement la santé du peuple.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

FOS-SUR-MER

120 ouvriers de l'entreprise Saunier-Duval et 450 de Delattre-Devivier sont en grève depuis 3 semaines pour obtenir :

- Une augmentation de salaire ;
- Une prime de site ;
- La prime de déplacement.

Au début de la semaine écoulée, ils ont barré l'accès aux chantiers de la Socmer et d'Esso pour exiger la satisfaction rapide de leurs revendications.

CHANTIERS NAVALS (La Ciotat)

750 soudeurs du chantier naval sont en grève depuis le 18 janvier pour réclamer une augmentation de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

La seule réponse de la direction a été le lock-out. Les 6 000 métallos du chantier ont répliqué par un débrayage de solidarité. Les petits commerçants s'y sont associés en baissant leurs rideaux. Un vaste meeting sur le port a rassemblé un grand nombre d'ouvriers.

SOFRES (Paris)

Depuis une semaine, le personnel temporaire de l'entreprise débrayait pour obtenir une allocation-repas de 123 F par mois. 4 travailleurs ont été licenciés pour leur participation à cette action.

L'ensemble du personnel s'est aussitôt mis en grève pour exiger la satisfaction de leur revendication et la réintégration immédiate des 4 camarades licenciés.

RAFFINERIES DE STRASBOURG

Depuis le 8 février, 150 ouvriers des raffineries sont en grève, avec occupation des locaux.

ATELIER 38 (Renault-Billancourt)

Depuis le 30 janvier, 300 ouvriers des presses de l'atelier 38 sont en grève pour exiger que tous les ouvriers des presses soient payés à un taux égalitaire.

Les 3 équipes ont élu un comité de grève de 15 ouvriers. La plupart des grévistes sont des travailleurs immigrés.

Amortisseurs Allinquant (à Mouy, près de Creil) :

600 O. S. en grève pour un réajustement de salaire

Avant toute chose, précisons que dans cette usine, il y a 600 ouvriers spécialisés en majorité travailleurs immigrés, 60 professionnels et environ une cinquantaine de cadres.

Peu avant la grève des 600 O.S., une grève catégorielle des professionnels a eu lieu les 30 et 31 janvier 1973 pour un réajustement de salaire et le 13^e mois. La direction a accordé satisfaction.

A la suite de cette grève les délégués C.G.T. et C.F.D.T. sont allés voir la direction pour la revendication des O.S. Les ouvriers spécialisés réclament un réajustement de salaire sur ceux de Paris, soit en moyenne 0,22 F de l'heure. La direction oppose un refus catégorique. Alors les délégués font état de la réponse de la direction et les 600 O.S. se mettent en grève, le jeudi 1^{er} février à midi. Le soir quelques ouvriers occupent l'usine et le lendemain très peu d'ouvriers sont présents. Vendredi soir, la direction propose un réajustement en deux paliers, mais pour janvier 1974 et décembre 1974. De qui se moque-t-on ? ce qui est possible pour les professionnels ne le serait pas pour les ouvriers spécialisés !

Les ouvriers en grève décident la poursuite de leur mouvement.

Samedi matin, notons au passage que les horaires de travail vont de 50 à 57 h 30 par semaine, la direction fait des manœuvres d'intimidation en disant aux membres du C.E. que l'entreprise sera fermée, que les cars qui doivent ramasser les ouvriers le lundi matin ne seront pas là, que le sous-préfet avait donné l'assurance que les C.R.S. seraient là si le travail ne reprenait pas.

Immédiatement, un délégué CGT prit les mesures nécessaires pour prévenir les ouvriers des manœuvres d'intimidation.

Lundi matin les cars passèrent normalement. L'équipe de 5 heures du matin poursuit la grève. Devant la fermeté des grévistes la direction réitère ses menaces de fermeture. Quelques délégués semblent subir les pressions patronales et deman-

dent la reprise du travail. Mais la base décide la poursuite de la grève. Un gréviste demande la venue du P.D.G. de Paris.

En fin de matinée la direction déclare que l'heure est grave et que si le travail ne reprenait pas, il y aurait réduction d'effectifs car Renault se fournirait à l'étranger.

Un délégué C.G.T. sous la pression des arguments de la direction dit que la reprise du travail doit s'effectuer. Le mouvement semble se diviser et lundi après-midi vers 15 h 30 70 % des ouvriers reprennent le travail. Mais 30 % des O.S. poursuivent la grève pour la satisfaction des revendications, deux délégués C.G.T. sont avec les grévistes (notons qu'il y a 5 délégués C.G.T. et 2 C.F.D.T.).

Mercredi matin la reprise du travail est générale. Cette grève n'a pas que des aspects négatifs, elle a aussi ses aspects positifs. Elle nous permet de tirer déjà quelques enseignements. D'une part la combativité réelle des ouvriers qui sont d'accord à pratiquer la lutte classe contre classe pour leurs revendications immédiates. D'autre part qu'a-t-on fait pour appeler à la mobilisation des grévistes, à la solidarité active des professionnels ?

N'y a-t-il pas aussi la base qui s'est opposé pendant la grève à certain délégué quelque soit leur affiliation syndicale qui ont subi le chantage de la direction et se sont faits ainsi objectivement les porte-paroles de la direction et pratiquent peut-être involontairement la collaboration de classe.

Lorsqu'une grève est déclenchée, il est nécessaire de mettre en place un comité de grève comme l'a expliqué l'Humanité Rouge numéro 106. Cet instrument décisif permet de lier étroitement les grévistes entre eux et d'élever la conscience de classe des ouvriers en lutte et de combattre le défaitisme engendré par certains délégués du personnel et plus particulièrement des membres du comité d'entreprise.

Un correspondant.

POUR L'ABSTENTION

vibrant meeting à Paris

Vendredi 16 février, salle B de la Mutualité : ils étaient nombreux ceux qui se pressaient pour participer au meeting de l'« Humanité Rouge » ; rapidement le nombre des places assises devint insuffisant et beaucoup furent debout, certains même assis par terre, pour écouter dans une chaude ambiance révolutionnaire les orateurs. « Ce que proposent les marxistes-léninistes », tel était le sujet d'une actualité brûlante qui allait être abordé en cette soirée historique, tel fut le thème des interventions faites devant une salle au contenu incontestablement prolétarien : c'est avec une extrême attention, un grand sérieux, mais aussi beaucoup d'enthousiasme, que le public composé d'ouvriers ainsi que d'autres travailleurs manuels et intellectuels, aussi bien français qu'immigrés, jeunes que plus âgés, hommes que femmes, anciens militants ou militants du Parti révisionniste français autant que jeunes venus pour la première fois à un meeting, écouta les diverses interventions.

Ainsi, malgré le silence total organisé par la presse bourgeoise, du « Monde » à l'« Humanité » blanche, pour boycotter la ligne politique des marxistes-léninistes, à la veille de la nouvelle mystification électorale, la composition du public fut parfaitement repré-

sentative du peuple laborieux de notre pays, comme l'était également la tribune. C'est en comptant exclusivement sur leurs propres forces, celles de leurs sympathisants et amis, que les marxistes-léninistes ont popularisé la juste ligne révolutionnaire de l'avant-garde du prolétariat, c'est parce qu'ils ont su montrer qu'ils constituent l'organisation politique du prolétariat indépendante de toute organisation bourgeoise, qu'ils ont obtenu l'approbation des travailleurs avancés : les applaudissements nourris qui saluèrent les différentes interventions et l'Internationale entamée avec force à la fin du meeting ont témoigné de la confiance et du soutien des travailleurs à la juste ligne prolétarienne de l'« Humanité Rouge ».

Ce grand succès est le résultat de l'approfondissement du lien des communistes authentiquement marxistes-léninistes avec les masses travailleuses. A tous nos camarades, amis, sympathisants qui se sont dépensés sans compter, jour et nuit, pour donner à cette manifestation un profond écho prolétarien, à tous un grand bravo. Leurs efforts appuyés sur une juste ligne politique tout au long de la campagne anti-électorale et révolutionnaire engagée, ne sont pas vains, ils ne seront jamais vains !

LE FILM DU MEETING

20 h 30 - 21 h : Arrivée du public. De nombreuses banderoles portant des mots d'ordres révolutionnaires décorent la salle ; l'une d'elle à gauche de la tribune est particulièrement remarquable : c'est une immense représentation d'un travailleur révolutionnaire qui lève le poing ; elle est accompagnée des mots d'ordre fondamentaux des marxistes-léninistes pour la campagne en cours : « Changer de majorité ne change rien, changer de gouvernement ne change rien, il faut changer de régime. » Tout aussi remarquable est, à la droite de la tribune, l'autre contribution d'un artiste révolutionnaire qui représente peint sur tissu notre regretté camarade François Marty.

On lit des panneaux accompagnés de photos sur les côtés de la salle :

miracle sur la scène du théâtre électoral.

Nous avons pour but, avec ce meeting, d'aiguiser notre réflexion et notre détermination avec calme et sérieux, convaincus que nous, travailleurs, c'est sur nos seules forces que nous devons compter pour que ça change vraiment !

Ce régime capitaliste pourri a fait son temps ; il devient de plus en plus insupportable. Plusieurs camarades vont nous le rappeler. Parmi eux il y a des militants syndicalistes actifs.

A la tribune :

— Un jeune camarade, ouvrier métallurgiste dans une grande usine.

— Une camarade ouvrière monteuse.

— La rédactrice connue de « l'Humanité Rouge », notre camarade Ca-



jeunesse. Avec force et clarté il décrit les différents stades de cette exploitation. Et lorsqu'il termine en rappelant :

« Lors des grandes grèves de 1968, et depuis, notamment aux Batignolles à Nantes, la jeunesse ouvrière a prouvé qu'elle était une force vive, capable d'engager les luttes et qu'elle était déterminée à vaincre, déterminée à abattre le régime capitaliste tant haï et à instaurer un régime où elle aura la place qu'elle mérite pour bâtir une société de justice, faite pour l'homme, une société socialiste », il est approuvé par un tonnerre d'applaudissements.

Puis la camarade ouvrière monteuse vint traiter de l'odieuse condition de l'opprimée des opprimés, la femme travailleuse. Entre autres exemples récents de la détermination dans la lutte des femmes ouvrières elle a dit : « Lors de la grève des mineurs de potasse en Alsace, les femmes ont tenu les piquets d'occupation au fond des puits tandis que les hommes venaient en délégation à Paris. Elles ont déclaré : " Nous savons que la femme a un rôle déterminant à jouer dans la grève. Alors avons-nous simplement à rester dans nos cuisines à faire la popote ou ne devons-nous mettre la main à la pâte ? Ne serait-ce pas le moyen de nous exprimer en tant que femmes responsables de ce qu'elles font ?... » »

Il va sans dire que c'est alors dans la salle des applaudissements nourris surtout lorsque la camarade ajoute pour conclure la phrase de Lénine : « On ne fera pas la révolution sans les femmes ».

Ensuite un camarade technicien de l'O.R.T.F. démontra avec une ironie mordante non dépourvue de sérieux les rouages et les projets ultra-réactionnaires des monopoles pour faire de leur appareil de propagande une machine encore plus rentable sur tous les plans. A plusieurs reprises son intervention a été saluée d'applaudissements et de rires approbateurs.

La camarade Camille Granot vint après lui aborder un autre aspect de la domination idéologique et économique de la bourgeoisie : l'école du capital, sujet d'actualité s'il en est. Elle fut tout aussi chaudement soutenue par la salle que les autres camarades orateurs.

Mais c'est lorsqu'un camarade ouvrier typographe aux cheveux grisonnants apparut à la tribune que la salle se sentit encore plus émue : ce prolétaire expérimenté victime de la barbarie nazie, puisqu'il fut déporté, aborda la question de la fascisation en France aujourd'hui. Il insiste avec force sur les préparatifs fascistes organisés par la bourgeoisie monopoliste au pouvoir avec la complicité de fait de ceux qui sabotent l'unité des prolétaires et du peuple dans leur lutte contre le capitalisme.

Enfin, pour clôturer cette première partie du meeting, le camarade André Druesne vint dire comment la classe ouvrière renoue avec ses plus grandes traditions pour s'opposer aux tenta-

(Suite page 6.)



ils illustrent les combats révolutionnaires tant du peuple de France que du peuple soviétique en octobre 1917, du peuple chinois, du peuple albanais, des trois peuples indochinois et du peuple palestinien. Au fond de la salle on achète livres et brochures marxistes-léninistes au stand des Editions du Centenaire.

21 heures : La directrice de publication de notre journal, Suzanne Marty, ouvre le meeting :

« C'est au milieu d'un déchainement inouï de la propagande électorale sous toutes ses formes que nous tenons notre meeting ce soir.

Mais nous, marxistes-léninistes, n'avons pas en tête de faire reluire tel candidat ou vanter quelque formule

mille Granot, jeune professeur.

— Un camarade technicien dans un organisme d'information de la bourgeoisie.

— Un camarade ouvrier typographe qui a subi le nazisme en camp de concentration.

— Puis le camarade André Druesne, ouvrier métallurgiste, ancien dirigeant syndicaliste C.G.T., ancien militant du Parti Communiste Français.

— Enfin, le camarade Jacques Jurquet.

21 h 10 à 22 h 30 : Interventions des militants marxistes-léninistes.

Le jeune camarade ouvrier métallurgiste vient parler de l'oppression et de l'exploitation éhontée que subit la

L'ABSTENTION C'EST UNE BATAILLE



FILM DU MEETING

(Suite de la page 5.)

tives de la bourgeoisie d'aggraver l'exploitation et l'oppression.

22 h 30 : Suzanne Marty lit un appel lancé par les patriotes brésiliens à la suite de l'emprisonnement et de l'assassinat de plusieurs membres du Comité Central de l'héroïque Parti Communiste du Brésil toujours fidèle au marxisme-léninisme. La directrice de « l'Humanité Rouge » propose une motion de soutien et elle ajoute :

« Je vous demande de manifester votre accord en vous levant pour soutenir vos camarades et d'exprimer notre colère contre la dictature sanguinaire, en observant une minute de silence. »

Tous les participants se lèvent et dressent le poing pour manifester leur indignation devant la barbarie des fascistes brésiliens.

22 h 40 : Le camarade Jacques Jurquet présente l'intervention centrale. Celle-ci débute par un rappel éloquent du passé de Pampidou et Mitterrand « lorsque la France était profanée », eux qui prétendent nous gouverner. Il ajoute alors :

« Mais nous, ouvriers, paysans, intellectuels, travailleurs des villes et des campagnes, si nous méprisons ceux qui prétendent aujourd'hui nous gouverner après avoir « attendu » ou « collaboré » quand la France était profanée, par contre nous honorons solennellement ceux qui écrasèrent les hordes hitlériennes, voici juste trente ans à Stalingrad. Aussi tenons-nous, dans ce meeting, à commencer par dire notre indéfectible reconnaissance aux héros peuples soviétiques, à l'Armée rouge, aux communistes bolchéviques qui, placés sous la direction du grand Staline, écrasèrent leurs agresseurs au cours de la gigantesque bataille de Stalingrad, tournant décisif de la seconde guerre mondiale. »

La salle alors se lève et applaudit le nom du grand Staline scandé à plusieurs reprises.

Le camarade Jurquet poursuit et en arrive à expliquer les cinq raisons fondamentales pour lesquelles « l'Humanité Rouge » appelle à s'abstenir lors du prochain scrutin.

Après avoir développé pourquoi les marxistes-léninistes préconisent l'abstention il lance un puissant appel :

« Travailleurs !

Ne vous laissez pas tromper par toutes les promesses électorales des uns et des autres !

L'électoratisme est une arme dont se sert la bourgeoisie contre nos propres intérêts !

Travailleurs, participer au scrutin signifiait que vous acceptiez la mystification voulue par la bourgeoisie ; refuser les urnes du mensonge, c'est aider à la plus large prise de conscience de l'inéluctabilité d'une voix révolutionnaire (...). Aussi préparez-vous dès maintenant aux grands combats de classe qui seuls permettront

Un camarade, ouvrier typographe, sur la fascisation

Et maintenant, devant cette montée des mesures fascistes prises par la bourgeoisie, devant ce réflexe du capitalisme prêt à avoir recours à n'importe quel moyen pour sauvegarder ses privilèges, et même jusqu'à, éventuellement, la mise en place du fascisme ; que devons-nous faire, camarades ?

Face à la politique de la carotte et du bâton menée par la bourgeoisie, face à ses manœuvres de division des classes laborieuses, il nous faut faire comprendre aux travailleurs, expliquer aux masses exploitées que seule l'unité prolétarienne, l'unité populaire peut faire échec à la démagogie bourgeoise fascisante.

Il nous faut démasquer aux yeux des travailleurs la ligne de collaboration de classes des réformistes et des faux com-

munistes P.C.F., qui s'accommodent aujourd'hui de la Constitution de la V^e République, qu'ils dénonçaient il y a quinze ans comme une Constitution de pouvoir personnel.

Il nous faut à toutes fins réaliser l'unité de toutes les couches laborieuses du peuple, de tous les opprimés par le capitalisme monopoliste d'Etat.

Devant les menaces de la bourgeoisie fascisante,

Devant les trahisons répétées des dirigeants réformistes et des révisionnistes, un seul mot d'ordre :

Nous unir à la base et dans la lutte, encore nous unir.

Vive l'unité prolétarienne !

Vive l'unité populaire !

Intervention centrale faite par Jacques Jurquet



A tous, nous affirmons solennellement que l'abstention est aussi une forme de bataille, une arme que nous opposons

à la bourgeoisie capitaliste avec toutes nos forces. D'ailleurs s'il en était autrement, croyez-vous que le pouvoir lui-même s'efforcerait de combattre l'abstention comme il le fait. N'est-ce pas une organisation semi-officielle que ce Centre d'information civique qui ajoute à la propagande de tous les partis traditionnels la sienne propre pour engager les « bons » Français à participer au scrutin et à combattre l'abstention ? Et n'est-il pas tout aussi explicite que les sondages, cette fumisterie chargée de faire pression sur l'opinion publique, ne publient pratiquement jamais les pourcentages d'électeurs ayant indiqué leur intention de s'abstenir ?

Mieux, des journaux soi-disant objectifs et bien pensants, en fait journaux de la bourgeoisie libérale, comme « Le Monde », ont observé à notre égard depuis le début de cette bataille politique le silence le plus systématique, et malgré deux invitations précises ne se sont pas présentés à notre récente conférence de presse.

La vérité, c'est que la bourgeoisie a peur. Déjà depuis plusieurs scrutins les abstentionnistes sont devenus une force plus importante qu'auparavant et aussi beaucoup plus politique. La bourgeoisie redoute que son arme de l'électoratisme finisse par être ébranlée et ne puisse plus servir ses intérêts comme par le passé.

Voilà pourquoi nous proclamons que l'abstention est une forme efficace du combat politique que la classe ouvrière et la masse immense des populations laborieuses peut efficacement opposer aux entreprises de tromperie de la bourgeoisie et de l'ensemble des partis traditionnels qui cautionnent son pouvoir, sa domination, sa Constitution et son Etat.



Un jeune ouvrier

« La révolte de la jeunesse est grande car elle a soif de justice. Le régime capitaliste n'a rien d'autre à lui proposer qu'un avenir sombre de dur labeur, de sacrifices et d'injustices. La jeunesse a une ardente volonté de changement. La bourgeoisie on a peur, elle s'appuie sur ses laquais révisionnistes et réformistes pour essayer de la détourner dans une voie de garage. Réactionnaires et révisionnistes vivent dans la hantise d'un mouvement révolutionnaire de masse. »



Une ouvrière

« La femme est donc tout aussi capable que l'homme de s'engager dans la lutte, et pas seulement la lutte économique, mais aussi la lutte politique. La femme sait se servir d'un fusil, camarades, et elle l'a prouvé : en France pendant la Résistance, en Palestine, au Vietnam, en Algérie. »

« Aucun grand mouvement d'opprimés dans l'histoire de l'humanité ne s'est déroulé sans la participation des femmes travailleuses. »



Un technicien

Le camarade conclut par cet appel :
— Pour préparer les futurs grands combats contre le capital ;
— Pour que de nouveaux correspondants écrivent dans nos colonnes :
« Ici nous sommes battus »,
« Ici la bourgeoisie a le nez par terre »,
« Ici la classe ouvrière et les travailleurs bougent ».

Demandez, lisez, critiquez, soutenez, rejoignez :

« L'HUMANITÉ ROUGE »

Quelques échos du meeting

Le dernier seau de colle

Les premiers participants au meeting qui pénétraient dans la salle, jetaient en passant, un coup d'œil curieux à un spectacle insolite : devant l'une des portes, un petit groupe s'affairait... à tourner de la colle dans un seau, un rouleau d'affiches sous le bras.

Une camarade qui passait par là leur fit remarquer en riant qu'ils nageaient dans la colle depuis 15 jours et qu'il serait quand même temps de s'arrêter, à moins d'une demi-heure de l'ouverture du meeting.

Elle s'entendit répliquer vertement :

« Comment ! on fait un meeting à la Mutualité et il n'y a pas une seule affiche dans ce quartier pour le signaler ! » Et ils s'en furent fièrement placer leurs dernières affiches autour de la salle.

Qui peut dire qu'elles n'ont pas amenés au meeting des participants de la dernière heure ?

Des heures de patience

Tous les participants au meeting qui pénétraient dans la salle étaient immédiatement frappés par sa décoration qui lui conférait d'emblée un caractère militant et mobilisateur.

Les multiples panneaux de photos, les nombreuses et immenses banderoles portant nos principaux mots d'ordre, ont demandé de gros efforts de travail de la part des camarades qui les ont confectionnés.

On a notamment beaucoup admiré les deux grands portraits peints qui flanquaient la tribune : celui du jeune homme brandissant le poing, et celui de notre camarade François Marty. Sait-on que chacun d'entre eux représentait plus d'une pleine journée de travail ?

Quant à l'immense étendard rouge qui ornait la tribune, il a aussi exigé un travail impressionnant de la part d'un camarade : c'est d'une quantité de petits morceaux de soie jaune, patiemment découpés assemblés et cousus les uns aux autres pour leur donner la forme nécessaire, que la faucille et le marteau sont composés.



Après plusieurs jours d'activité intense, un désir simple mais bien affirmé, c'est de pouvoir dormir enfin une bonne nuit ! Pour les camarades photographes, comme pour les autres !

Mais voilà, ceux-ci ont su par hasard que les photos du meeting pourraient être mieux utilisées par les responsables, si elles étaient remises dès le lendemain matin. Alors ils se sont organisés pour travailler toute la nuit à leur développement.

Un exemple de cette multitude d'initiatives qui révèle l'idéologie du communiste !

Un grand encouragement

D'une camarades :

« Il y a longtemps que j'en n'avais pas participé à un meeting. Et quand je suis rentrée dans la salle, ça m'a fait chaud au cœur. C'était avant le début et les copains s'affairaient encore dans tous les coins, accrochant nos mots d'ordre ici, collant nos panneaux là ; images de la vie et des luttes de notre peuple. Puis la salle s'est remplie et j'ai compris que nous avions fait un bond en avant. Ouvriers et intellec-

tels femmes et frères immigrés, jeunes et moins jeunes se pressaient. On entendait la musique révolutionnaire, et le meeting commençait. A l'unisson. De simples militants ont parlé et à travers eux montait la voix du prolétariat combattant.

On se sentait tous au coude à coude. Et m'est venue la volonté de faire plus encore ».

« Entendu à la sortie... »

« Il faisait chaud... On était serré. Pas de place pour poser son manteau ! La prochaine fois, c'est la grande salle qu'il nous faut ».

Penser aux absents !

Ils sont deux ouvriers venus d'une ville de province. Vendredi, ils ont pris leur demi-journée pour « monter » au meeting. Partis à midi, ils sont arrivés à 9 h 20 ; ils ont manqué le début du meeting, fatigués mais contents : « Ça valait le coup quand même ».

Et puis, on n'est pas venu pour faire un petit tour à Paris, comme

Camille Granot

Un seul chiffre en dit long : 6 à 7 % des étudiants sont issus de la classe ouvrière ! Déjà, l'école unique égale pour tous apparaît pour ce qu'elle est : C'EST UNE ECOLE DE CLASSE ! Mais ce chiffre ne suffit pas pour le comprendre car seul 1 enfant sur 5 va à l'université ; et le problème de l'école n'est pas au premier chef celui des agrégés et des licenciés, ce n'est pas le problème de l'Université. La question qui nous importe, AVANT TOUT AUTRE, est celle-ci :

« Qu'est-ce que l'école, soi-disant pour tous, a apporté aux 250 000 jeunes qui sortent à 16 ans de l'école, chaque année, sans formation professionnelle ?

Qu'a-t-elle apporté aux centaines de milliers de jeunes pour lesquels le C.A.P. de l'école ne donne qu'exploitation et chômage ?

L'ECOLE DE CLASSE, c'est avant tout, l'école des « laissés pour compte. »

on dit. Mais pour faire profiter les absents...

Ici, dans une banlieue de Paris, on a pensé aux copains cheminots retenus par le service. Les camarades ont enregistré le meeting... et déjà ils ont 25 candidats pour écarter la bande.

La « province » s'était munie aussi de mini-cassettes en tout genre...

Une bonne arme pour continuer la campagne !

Il y a deux semaines nous avions réuni nos lecteurs pour discuter et expliquer les mots d'ordre de l'Humanité Rouge face aux élections. Nous étions une trentaine, et certains décidèrent de nous donner un coup de main pour diffuser le tract d'appel au meeting et coller des affiches. Nous avons ainsi pu multiplier notre activité et surtout notre dynamisme car c'est avec enthousiasme qu'ils le firent. Ainsi pour ces camarades le meeting devint leur, ils y amenèrent du monde. Et c'est tout naturellement qu'ils se sentirent au meeting comme chez eux.

Des militants.

LES GROUPES PSEUDO - RÉVOLUTIONNAIRES FACE AU « PROGRAMME COMMUN »

L'O.C.I. - A.J.S.

Ce groupe se met clairement à la remorque des réformistes et révisionnistes, espérant peut-être (vaine) obtenir quelques strapontins. Leur mot d'ordre est : « Pour un gouvernement des partis ouvriers — le P.S. et le P.C.F. sans ministres représentant les intérêts de la bourgeoisie » (1), d'où leur appel à voter dès le premier tour pour « le parti ouvrier de votre choix : le P.S., le P.C.F., l'O.C.I.-A.J.S. ». C'est ce qu'ils ont l'imprudence d'appeler un « vote classe contre classe » (2). Sur quelle analyse s'appuie ce groupe pour justifier sa position ? En fait, sur aucune analyse de ce qu'est le Programme commun, de ce que sont le P.C.F., le P.S. Berg, secrétaire général de l'A.J.S., dans un article au titre ridicule, *Lénine aurait-il signé le Programme commun ?*, se contente de reproduire un passage de l'introduction de Georges Marchais audit Programme et commente ainsi : « Apparemment, nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette analyse » (3). Mais voilà, ce qui fait que ce Programme n'est pas anti-capitaliste c'est que les « Radicaux de gauche » l'ont signé ; que le P.C.F. et le P.S. rompent avec les Radicaux de gauche et alors ils auront rompu avec la bourgeoisie capitaliste, alors pourra s'instituer un « gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministres représentant les partis et les intérêts du capital » (4). Alors ces partis pourront « changer la vie » car « cela exige de rompre avec tous les partis et politiciens de la bourgeoisie, de l'U.D.R. aux Radicaux de droite et de gauche. Les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ne « changeront pas » la vie » en maintenant leur alliance avec les Radicaux dits de gauche, défenseurs de l'ordre bourgeois, des monopoles et des banques, banquiers eux-mêmes » (5). Cette polarisation sur la présence des Radicaux de gauche au sein de l'« Union de la gauche » dénote une

incompréhension totale de ce qu'est le Programme commun (à savoir un programme pour le maintien de la dictature de la bourgeoisie) et de ce qu'est le P.C.F., pour ne pas parler du P.S. Que le P.C.F. soit un parti révisionniste, cela n'effleure même pas les dirigeants de l'O.C.I.-A.J.S. qui semblent d'ailleurs totalement ignorer que le révisionnisme, cela existe ; ils préfèrent partir en guerre contre le « stalinisme », c'est-à-dire en fait contre le léninisme. C'est la plus grande confusion en ce qui concerne la définition du caractère de classe d'un parti, car, à en croire S. Just : « L'origine d'un parti ouvrier, ses liens avec la classe ouvrière, sa caractérisation comme parti ouvrier ne dépendent exclusivement ni de sa direction ni de sa politique » (6). Mais, si l'O.C.I.-A.J.S. est incapable de déceler le révisionnisme là où il se trouve, ne serait-ce pas parce qu'il s'agit d'un groupe à la remorque des révisionnistes ? pour quel objectif, en effet, lutte-t-il ? Laissons répondre Berg : « La jeunesse veut un autre gouvernement. Un gouvernement qui mette en cause réellement les puissances d'argent, qui dissolvent les bandes armées du capital, qui nationalise l'Education nationale, chasse les curés de l'école, assure à tous un emploi, un avenir, qui ouvre la voie au socialisme » (7). Passons sur l'archaïque revendication anticléricale ; la bourgeoisie depuis déjà longtemps a de nombreux idéologues, autres que les curés, à son service. Ce gouvernement propose aux « jeunes » (la jeunesse au-dessus des classes ?) par l'A.J.S. ressemble fort à la « démocratie avancée, ouvrant la voie au socialisme ». Berg semble avoir « oublié » que le capitalisme à son stade monopoliste d'Etat est le stade ultime du capitalisme qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme.

La Ligue « Communiste »

La L.C. « a décidé lors de son troisième congrès d'appeler à voter au second tour des législatives pour l'« Union de la gauche ». Son argumentation mérite d'être examinée, car elle est un beau spécimen de confusionnisme et d'incohérence. On nous explique donc que « dans l'Union de la gauche, c'est le P.C.F., parti ouvrier réformiste, qui est aujourd'hui hégémonique. C'est lui qui a imposé ses conditions. C'est cette hégémonie du P.C. qui donne à l'alliance sa nature de classe, et non la présence de tel ou tel politicien bourgeois » (8). Et à n'en pas douter cette nature de classe elle est une « machination consciente ». La L.C. « semble avoir oublié que Karl Marx (dont pourtant elle se réclame) est, avec Engels, le fondateur du matérialisme historique, qui a permis de substituer une analyse scientifique matérialiste de l'histoire à l'explication de celle-ci par les désirs, la volonté, la méchanceté, la ruse, etc., des hommes individuels. Il ne faudrait pas que la L.C. « confonde la société et ses multiples contradictions, avec les couloirs de son congrès.

Programme commun n'est en rien un programme de transition anticapitaliste auquel il ne manquerait que la volonté et les moyens d'aboutir » (12). Pour ceux qui s'étonneraient de ce qui semble bien être une incohérence évidente, la L.C. « a prévu une réponse : c'est que « A l'heure actuelle, l'accord P.C.-P.S. ne peut pas être présenté comme une machination consciente de la bourgeoisie ou de l'une de ses fractions significatives » (13). Nous savons donc maintenant comment déterminer le caractère de classe d'un programme, d'une ligne politique : il faut déterminer de quelle classe elle est une « machination consciente ». La L.C. « semble avoir oublié que Karl Marx (dont pourtant elle se réclame) est, avec Engels, le fondateur du matérialisme historique, qui a permis de substituer une analyse scientifique matérialiste de l'histoire à l'explication de celle-ci par les désirs, la volonté, la méchanceté, la ruse, etc., des hommes individuels. Il ne faudrait pas que la L.C. « confonde la société et ses multiples contradictions, avec les couloirs de son congrès.

Des analyses aussi lumineuses ne peuvent donner naissance qu'à une tactique tout aussi claire : il s'agit de « déborder » l'union populaire. Pourquoi pas « déborder » les réformateurs, ou même l'U.D.R. ? C'est que, explique D. Bensaïd, membre du Bureau politique de la L.C. : « Nous pensons qu'une victoire éventuelle de l'Union de la gau-

che peut permettre des débordements dont il est difficile dès maintenant de mesurer l'ampleur ». 2° ou « En cas de simple poussée de la gauche... le développement de la combativité, dû aux déceptions post-électorales, favorisera les expériences d'auto-organisation de la classe ouvrière » (14). Si, aussi bien dans le cas d'une victoire que d'un échec électoral, la lutte de classe doit se développer (ce qui est parfaitement juste), alors pourquoi appeler à voter pour l'union populaire, au second tour ? Ne s'agirait-il pas au contraire de mener une intense lutte politique et idéologique afin de démasquer aux yeux des travailleurs l'union populaire comme solution de rechange pour le maintien de la dictature de la bourgeoisie, au lieu, par une attitude électoraliste, de renforcer l'idée fausse que « l'union populaire c'est quand même un progrès ». En quoi changer la forme de la dictature de la bourgeoisie pourrait-elle être un progrès ? Par cette tactique, la L.C. « se démasque donc

pour ce qu'elle est, un groupe à la remorque des révisionnistes.

Quelles sont les critiques que la L.C. « adresse au Programme commun ? C'est que « le programme de nationalisation épargne de nombreux grands monopoles... ce qui fait que le gouvernement P.S.-P.C. ne disposera au départ que de l'actuel secteur public étendu et non des leviers de commande économique, comme il le prétend » (15). S'il est vrai que de nombreux monopoles ne seront pas nationalisés, la L.C. « oublie par contre un point essentiel, à savoir quelle serait la nature de ces nationalisations ? Or, nous l'avons vu, ces nationalisations seraient des nationalisations bourgeoises ; le surtravail produit par les entreprises nationalisées serait accaparé par d'autres fractions de la bourgeoisie (notamment la bourgeoisie capitaliste en voie de monopolisation, et une éventuelle bourgeoisie d'Etat). Par les nationalisations, l'Etat de dictature de la bourgeoisie prend à son compte la

Lutte Ouvrière

L.O. a passé un accord électoral avec la L.C. « », ces deux organisations présentent environ trois cents candidats aux législatives. Pour le second tour, les dirigeants de L.O. ont sensiblement la même position que ceux de la L.C. « » puisqu'ils indiquent : « Nous ne mettrons aucun obstacle à l'élection d'un candidat communiste ou socialiste au second tour » (18). Parmi les appréciations de L.O. sur l'Union de la gauche, on peut relever celle-ci : « L'Union de la gauche n'est rien de plus qu'une politique de rechange possible pour la bourgeoisie » (19). Rappelons-nous qu'au contraire la L.C. « considérerait que l'Union de la gauche « ne constitue pas une solution de rechange bourgeoise ». On pourrait se demander comment deux groupes ayant des positions aussi (apparemment) diamétralement opposées, peuvent passer entre elles un accord ? Mais l'incohérence des positions de L.O. n'en cède en rien à celle de la L.C. « ». Ainsi L.O. appelle les « travailleurs communistes ou socialistes... à voter révolutionnaire, c'est le geste le plus efficace que vous puissiez faire, sans nuire le moins du monde à l'Union de la gauche » (20). Ce qui signifie donc en clair que L.O. entend ne pas « nuire le moins du monde » à ce qui « n'est rien de plus qu'une politique de rechange possible pour la bourgeoisie » !... Dont acte.

Voyons ce que L.O. reproche au P.C.F. C'est d'abord d'être l'éternel diable de la farce » (21). Autrement dit, les dirigeants du P.C.F. sont des naïfs qui se laissent bernier par le P.S. (comment L.O. arrive-t-il à concilier cette position avec celle de la L.C. « qui au contraire considère que c'est « l'hégémonie du P.C. qui donne à l'alliance sa nature de classe » ?... Une autre critique adressée par L.O. au P.C.F. et au P.S. est la suivante : « Nous nous déclarons prêts, éventuellement, à voter et à appeler à voter pour les candidats du Parti communiste et même du Parti socialiste, et à ne pas présenter nous-mêmes de candidats révolutionnaires. Et pour cela, nous ne mettons qu'une seule condition : que le programme sur lequel se présentent les candidats du P.C.F. ou du P.S. soit celui des travailleurs, élaboré et décidé par les travailleurs eux-mêmes », et pour cela il aurait fallu « que les candidats du P.C.F. en discutent donc avec les travailleurs et qu'ils y incluent les revendications qui sont celles de la majorité ouvrière » (22). Ce qui dénote une

absence totale d'analyse de ce qu'est le Programme commun, car en quoi l'inclusion de quelques revendications supplémentaires dans un programme pourrait en modifier la nature et le transformer, de révisionniste en révolutionnaire ? Et ces revendications « élaborées et décidées par les travailleurs eux-mêmes » auraient-elles été très différentes de celles contenues dans le Programme commun ? Car, comme le constate justement L.O., « c'est vrai que l'énorme majorité des travailleurs combattifs, ceux qui clairement ou confusément ont une conscience de classe, soient adhérents, soit du moins accordent leurs suffrages à l'un ou l'autre de ces deux partis » (P.C.F. ou P.S.) (23). En effet, le révisionnisme est la forme de l'idéologie bourgeoise actuellement dominante dans le prolétariat. Ce n'est donc pas en présentant simplement un programme aux ouvriers et en les appelant à en discuter, que spontanément ceux-ci vont en déceler le caractère révisionniste, et élaborer un autre révolutionnaire. Seule une longue lutte idéologique menée par les marxistes-léninistes peut arracher le prolétariat à l'influence du révisionnisme et du réformisme, c'est-à-dire à l'influence de la bourgeoisie. Et c'est précisément ce que ne fait pas L.O. qui au contraire entretient la confusion sur la réalité du Programme commun du P.C.F.

Que demande L.O. ? « Les travailleurs en ont assez et ils ont raison. Ce à quoi ils aspirent c'est tout simplement à vivre en hommes du vingtième siècle. » Comme pour le P.C.F., la « modernité », le technocratie se substituent aux déterminations de classe. Quelles perspectives à présent, les travailleurs doivent savoir L.O. proposent aux travailleurs ? « Dès par quels moyens précis ils pourront contrôler la gestion des entreprises de l'Etat, les profits des patrons et la police, les banques et l'armée » (25). Le révisionnisme de L.O. se dévoile ici clairement. Il ne s'agit pas pour L.O. de lutter pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, permettant seule que celui-ci dirige l'Etat. Non, il s'agit seulement que les ouvriers puissent contrôler l'Etat. L.O. ne lutte pas pour la suppression de la bourgeoisie par l'expropriation et la socialisation de toutes les entreprises capitalistes, afin que le surtravail des producteurs ne soit plus accaparé en tant que profit. Non, L.O. se contente de lutter pour que les travailleurs contrôlent les profits des patrons.

fraction du capital à faible taux de profit (du fait de la composition organique élevée), ce qui assure à la fraction du capital dénué par les capitalistes (non nationalisés) un taux de profit élevé. Ce rôle, essentiel, des nationalisations au régime capitaliste, la L.C. « l'ignore totalement. Il ne peut guère en être autrement vu l'indigence de ses analyses économiques.

En ce qui concerne la question de l'Etat, la L.C. « analyse « l'accord P.C.-P.S. comme une alternative réformiste globale à l'Etat fort et non comme un nouveau Front populaire » (17). Cette analyse a l'avantage, pour la L.C. « », là encore, de masquer la caractérisation de l'Etat actuel comme dictature de la bourgeoisie (sous l'appellation d'« Etat fort ») ainsi que de l'Etat de « démocratie avancée » comme une autre forme de la dictature de la bourgeoisie (ce qui est pudiquement dénommé l'« alternative réformiste globale »). Cela permet, en définitive, de passer sous silence la nécessité de la dictature du prolétariat.

- (1) Informations ouvrières, 4-10 janvier 1973.
- (2) Ibid.
- (3) Jeune révolutionnaire, 16 novembre 1972.
- (4) Informations ouvrières, 4-10 janvier 1973.
- (5) Ibid.
- (6) S. Just, Le gouvernement ouvrier et paysan, brochure A.J.S.-Formation, n° 1, p. 20.
- (7) Jeune révolutionnaire, 16 novembre 1972.
- (8) Rouge, 16 décembre 1972, p. 10.
- (9) Ibid., p. 10.
- (10) Ibid. Résolution du 3^e congrès, thèse 11.
- (11) Ibid. Résolution du 3^e congrès, thèse 2.
- (12) Ibid. Thèse 10.
- (13) Ibid. Thèse 8.
- (14) Ibid. Thèse 8.
- (15) Tempêtes, 15 janvier 1973.
- (16) Rouge, 8 juillet 1972.
- (17) Ibid., 16 décembre 1972, Thèse 2.
- (18) Ibid. Thèse 13.
- (19) Lutte ouvrière, 19-25 décembre 1972, p. 5.
- (20) Ibid.
- (21) Ibid.
- (22) Lutte ouvrière, 27 juillet-3 août 1972, p. 5.
- (23) Ibid., 19-25 décembre 1972.
- (24) Ibid., 27 juillet-3 août 1972.
- (25) Ibid.

commandez notre brochure

LE PROGRAMME
DE LA LIGUE
COMMUNISTE :
CONFUSION
ET OPPORTUNISME

Prix : 1,50 F

(Ajouter 20 % du prix de la commande : frais d'envoi)

AFFICHEZ
H. R.

Les dirigeants du P. « C. » F. et l'Alliance Atlantique

NAIVETE OU EMBARRAS ?

Le 14 février à Toulon, Jean Kanapa, membre du Comité central du P.C.F., a violemment pris à parti Mitterrand. Qu'un si haut dirigeant du Parti révisionniste se permette, à trois semaines du scrutin, de mettre en cause l'allié privilégié suffit à montrer l'ampleur des contradictions surgies au sein du P.C.F. par suite de sa politique de trahison. Kanapa reproche au chef du P.S. d'avoir déclaré : « Le Parti Socialiste a obtenu l'accord du Parti Communiste Français sur le principe du maintien de la France dans l'Alliance Atlantique tant qu'un autre système de défense n'aura pas été établi. » Ces déclarations de Mitterrand sont parfaitement conformes à toute sa vie politique comme à l'orientation de toujours des « socialistes » français : être et rester les valets serviles de l'impérialisme américain.

Et c'est ce qui gêne les dirigeants du P.C.F. : ceux-ci veulent continuer à apparaître comme des anti-impérialistes, même après avoir signé un programme de gouvernement avec Mitterrand, l'homme des Américains. Cette contradiction n'a pas échappé à certains électeurs du P.C.F., comme à bon nombre de ses militants de base. D'où la « mise au point » de Kanapa, largement répercutée dans les colonnes de « l'Huma blanche ».

Kanapa s'y livre à un exercice de haute voltige : il se montre « étonné » que Mitterrand « interprète » le Programme Commun dans un sens Atlantiste. Kanapa joue les naïfs : car il sait très bien qui est Mitterrand. Il sait très bien avec quelles canailles son Parti se compromet : avec des gens qui, comme Maurice Faure ou Mitterrand, ont voté contre le retrait de la France de l'O.T.A.N. parce qu'ils sont profondément pro-américains et anti-communistes.

C'est Kanapa qui interprète le Programme Commun dans un sens anti-atlantiste, pour masquer la trahison de son Parti. Dans les chapitres I et III de la quatrième partie, le Programme Commun stipule clairement ce que Mitterrand revendique : « Maintenir la France dans l'Alliance atlantique tant qu'un autre système de défense n'aura pas été établi. »

Que dit le Programme ?

« Le gouvernement fondera sa politique de Défense nationale tout à la fois sur la recherche de la sécurité collective et du désarmement, le respect de ses alliances et une réorganisation des forces armées françaises. » (Page 172.)

« Il manifesterait sa volonté d'engager le pays sur la voie de l'indépendance à l'égard de tout bloc politico-militaire. Les problèmes éventuels posés par les obligations résultant de l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique seraient résolus dans cet esprit. » (Page 175.)

« Il indiquera dans sa déclaration d'investiture sa volonté de pratiquer en toutes circonstances — dans le respect des alliances actuelles de la France — une politique indépendante des blocs militaires. » (Page 175.)

Respect des alliances actuelles, appartenance de la France à l'Alliance atlantique, c'est clair ! Kanapa a-t-il lu ce que son Parti a signé des deux mains ? Certainement ! Sinon, que ferait-il à la tête de la section de politique étrangère du P.C.F. ?

On dira, et Kanapa ne manque pas de le souligner, que le gouvernement de la gauche pratiquera une politique « indépendante des blocs militaires », donc aussi de l'O.T.A.N. Mais il n'y a

là que contradiction apparente avec l'Atlantisme affirmé par ailleurs.

En effet, que propose le Programme commun pour engager la France dans cette prétendue « voie indépendante des blocs » ?

1) La « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit » et l'adhésion de la France au traité de Moscou sur l'interdiction des explosions nucléaires (p. 171). C'est exactement ce que désirent les deux blocs américains et soviétiques, à savoir : dépouiller les autres pays de leur potentiel militaire et conserver leur avance sur le plan nucléaire, afin de pouvoir mieux les dominer militairement et économiquement. Qui « protégera » une France dépourvue d'armement moderne, sinon les U.S.A., avec qui le Programme commun « respecte l'alliance actuelle » ?

2) La participation active à la « création d'un véritable système de sécurité collective européenne » (page 174). C'est là encore le slogan des deux super-puissances U.S.A.-U.R.S.S. Au nom de la « sécurité européenne », les impérialistes américains et les socio-impérialistes soviétiques cherchent à faire la loi sur le continent européen, à partager celui-ci en zones d'influence

Pour un comité d'unité populaire dans une importante ville du Midi

Dans une ville importante à municipalité révisionniste nos camarades ont pris l'excellente initiative de réunir une vingtaine de leurs sympathisants et amis sur le thème suivant :

« Ce que proposent les marxistes-léninistes »

Après une rapide introduction, la discussion a tourné sur les prochaines élections. Le programme commun, la lutte contre la constitution de la 5^e République et toute constitution bourgeoise, et notre mot d'ordre d'abstention.

A l'issue de cette question il est apparu que si quelques amis présents restaient persuadés d'aller voter, l'ensemble des participants se trouvait d'accord pour n'avoir aucune illusion sur les possibilités

de changement réel que peuvent apporter ces élections, pour lutter pour l'abrogation de la constitution réactionnaire.

L'un d'entre eux déclara alors : « Vous avez peut-être raison, mais j'irai voter les 4 et 11 mars mais ce désaccord avec vous n'est pas important, que faire ensuite ? »

Ensuite, et même tout de suite, lutter pour l'abrogation de la constitution l'accord se fit rapidement. Une prochaine réunion aura donc lieu sur le sujet « comment s'organiser pour lutter contre la constitution ? ». Nos camarades ont décidé de proposer dans ce but la constitution d'un Comité d'Unité populaire.

Un exemple à suivre.

Ecoutez les radios révolutionnaires



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 ;

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

L'affaire de tous

Pour préparer le meeting qui s'est tenu à Paris, nous avons adressé un certain nombre de tracts à nos abonnés pour qu'ils puissent le faire connaître autour d'eux, dans leur quartier, sur leur lieu de travail. Plusieurs lettres que nous avons reçues montrent que certains lecteurs ont apprécié d'être ainsi associés à l'œuvre commune. Nous publions deux d'entre elles. La bataille contre l'électorisme, pour l'abstention, pour préparer la révolution prolétarienne, n'est pas simplement l'affaire de nos camarades et sympathisants, c'est aussi l'affaire de nos lecteurs, de tous ceux qui partagent notre point de vue. Nous tenons à la disposition de tous les lecteurs qui le désireraient un tract appelant à l'abstention et donnant le point de vue marxiste-léniniste.

Commandez-le ! Il vous sera envoyé gratuitement.

Diffusez-le !

C'est votre affaire à vous aussi.

Chers camarades,

Aujourd'hui, j'ai reçu vos tracts à distribuer et j'étais très heureuse que vous m'ayez confié ce travail.

Cependant je dois vous signaler que je n'avais pas assez d'exemplaires. Pour un seul immeuble de 11 étages, il m'a déjà fallu près de 150 tracts. Alors, s'il vous reste encore quelque chose, je vous prie de m'envoyer d'urgence un autre paquet.

Bien sûr, je ne peux pas faire toute la ville, mais je pense qu'avec 300 feuilles en plus, je

peux tout de même toucher tous les points principaux.

A bientôt au meeting !

Chers camarades,

Mon épouse et moi-même avons distribué les exemplaires du supplément à l'« Humanité Rouge » n° 175 que vous nous avez confiés, le mardi 13 février 1973 de 18 heures à 18 h 15, au départ des trains de banlieue gare Montparnasse.

Avec nos salutations marxistes-léninistes.

Tract de masse

La bataille contre la mystification électorale demande de la part de tous nos camarades un effort important. La position des marxistes-léninistes pour l'abstention doit être connue par un grand nombre de travailleurs dans toute la France.

Notre tract de masse expliquant les raisons de notre appel à l'abstention et publiant une « lettre fraternelle » aux militants, sympathisants et électeurs du P.C. » F. doit être lu par de nombreuses personnes.

Alors :
COMMANDEZ-LE !
DIFFUSEZ-LE !

Numéro spécial « Stalingrad »

A l'occasion du 30^e anniversaire de la bataille de Stalingrad, un « supplément au n° 176 de l'« Humanité Rouge » a été publié. Un certain nombre de suppléments restent disponibles.

Passez vos commandes.

Rectificatif

Dans le n° 176, à la page 4, il ne faut pas lire « Au supermarché Carrefour de Laval », mais « de Nantes ».

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

JUSQU'AU 31 MARS 1973 :
**REDUCTION DE 25 % DU TARIF
DES ABONNEMENTS DE 3 MOIS !**
15 F au lieu de 20 F

« L'HUMANITE ROUGE »
B.P. 365 - 75064 PARIS - CEDEX 02

Je désire recevoir « L'HUMANITE ROUGE » pendant 3 mois à l'adresse suivante :

Nom :

Prénom :

Adresse :

J'effectue le règlement de 15 francs soit par chèque ci-joint, soit par versement ou virement au compte chèque postal « L'HUMANITE ROUGE » (en toutes lettres), C.C.P. n° 30 226-72 La Source, soit en timbres-poste ci-joints (barrer les mentions inutiles. Merci).

REFUSEZ LES ELECTIONS DE LA BOURGEOISIE

ABSTENTION !



CHANGER DE
GOUVERNEMENT NE SUFFIT PAS
IL FAUT CHANGER DE REGIME

A BAS la DICTATURE de la BOURGEOISIE
VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE
VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

LISEZ : le journal des communistes marxistes-léninistes

Partout, nos camarades mènent campagne contre la mystification électorale, pour l'abstention.

Parmi de multiples initiatives, voici une affiche réalisée par nos camarades de Laval.

INDONESIE :

MESSAGE DE L'ORGANISATION INDONESIENNE DE SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES AFRO-ASIATIQUES

Nous communiquons ci-dessous un message que nous a transmis, après le Comité Central du Parti communiste indonésien, l'Organisation indonésienne de solidarité avec les peuples afro-asiatiques. Que ces remerciements soient un encouragement à vous camarades et amis qui avez manifesté concrètement votre solidarité au peuple indonésien frère, lors de la venue à Paris du boucher Suharto. Mais bien sûr, nous n'avons fait que remplir, en nous mobilisant, notre devoir internationaliste, et cela d'une manière bien modeste et insuffisante.

Renforçons notre soutien au peuple frère d'Indonésie en lutte contre le fascisme, pour son indépendance et sa liberté !

Chers camarades,
L'organisation indonésienne de solidarité afro-asiatique a appris avec une grande joie le rôle de votre journal pour faire connaître la nature fasciste de Suharto, boucher du peuple révolutionnaire d'Indonésie. Votre journal a appelé l'opinion publique à s'opposer à la récente visite de Suharto dans votre pays et à soutenir la cause du peuple indonésien.

Votre activité, en dénonçant le véritable visage de Suharto, est une aide importante à la lutte de libération nationale du peuple indonésien.

Au nom de l'organisation in-

donésienne de solidarité afro-asiatique, je voudrais vous exprimer nos profonds remerciements, à vos camarades et au peuple de votre pays pour leur solidarité avec la lutte de notre peuple pour la démocratie.

Nous souhaitons conserver et développer les bonnes relations et la collaboration entre vous et notre organisation.

En vous souhaitant de plus grands succès dans votre travail et votre lutte.

Janvier 1973.
Le secrétaire général de l'organisation indonésienne de solidarité afro-asiatique, Ibrahim Isa.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un camarade soldat nous vaincra !	10
Versement mensuel février. R.D.	50
1 couple de travailleurs	1
Pour gagner la bataille de l'HR. M.P.	5
1 ancien FTPF stalinien espagnol	5
Soutien à HR. Varest	6
Préparons-nous pour de plus grandes batailles de classe	60
1 ouvrier ML	6
1 ouvrière	0,50
Sur un marché	0,60
1 vendeuse grand magasin	10
CDHR Oulianov	150
SJP	5
Pour la victoire du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung	54,40
Collecte lors d'une réunion publique	105
CDHR Kirov	7
1 chaud partisan du matérialisme dialectique, 1 ^{er} versement	500
1 appelé	10
Anonyme	100
GF soutien à HR en supplément à abonnement	20
HR vaincra MJP	3
CDHR Charles Michels soutien à notre presse	10
CDHR GD	175
Soutien sympathisants	55
CDHR NVT	44
2 travailleurs sur un marché	6
Soutien mensuel F. Yveton	38
2 résidentes de foyer	6,50
Des sympathisants	20
Soutien RL. Février	30
2 lycéens Atlantique	5
Sympathisants	200
Des cds de l'Ouest	66
Des cds Atlantique	5
Des cds de Bretagne	2
CDHR F. Marty	80
1 cheminot ML	150
Souscription CR	205
Militants de Dijon	232
Souscriptions diverses à la table de diffusion du meeting HR	370
Pierre et Michèle	200
Les ML du Mans	200
Collecte à la sortie du meeting de Paris du 16 février	2 362
Total	5 570
Total général précédent	256 479,50
Total général utilisé pour le règlement des dettes HR	262 049,50

Pour toute commande d'un ou plusieurs titres séparés, ajouter 20 % pour les frais de port au prix indiqué.
Règlement : faire parvenir aux Editions du Centenaire, B.P. 120 - 75962 Paris - Cedex 20, chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre des Editions du Centenaire (ou timbres-postes).

BRÉSIL : UN PEUPLE AU COMBAT

Le Brésil : 16 fois la surface de la France, 100 millions d'habitants, soit la moitié en population et en superficie de l'Amérique du Sud. Depuis le coup d'Etat de 1964, le peuple brésilien vit sous la botte d'une dictature fasciste, parmi les plus féroces du monde, qui l'a livré, pieds et poings liés, à l'avidité de l'impérialisme yankee. Depuis ce temps, la terreur ouverte règne au Brésil. Tous ceux qui osent se dresser contre la dictature sont impitoyablement pourchassés, emprisonnés, torturés, sommairement exécutés. Dans les villes et les campagnes, c'est l'exploitation renforcée, le pillage des richesses nationales, l'oppression de toutes les forces vives du peuple.

La répression impuissante

Le 1^{er} février 1973, un appel était lancé de Rio de Janeiro à l'opinion publique progressiste du monde. Il révèle l'existence d'un vaste plan d'élimination physique des opposants les plus en vue du régime. Une liste comportant des centaines de noms de patriotes et démocrates a été dressée. Ils sont actuellement activement recherchés sur l'ensemble du territoire. Les « organes de sécurité » de la dictature ont des consignes expresses d'exécuter immédiatement tous ceux qui seront trouvés.

Le sinistre « escadron de la mort » est maintenant utilisé à grande échelle pour liquider tous ceux qui se battent pour la liberté et la véritable indépendance nationale.



Cet appel révèle qu'outre les quatre dirigeants connus du P.C. du B., exécutés dans les derniers jours de 1972, dans un village proche de Recife, Etat de Pernambuco, ont été fusillés sommairement huit jeunes — dont deux jeunes filles — qui tenaient une réunion pour débattre de la lutte contre la dictature. A Guanabara, à la même époque, ont été exécutés six autres jeunes antifascistes. Leurs corps ont été jetés dans une voiture incendiée par la police.

Il est à craindre aussi que l'ancien leader cheminot, José Duarte, âgé de soixante-deux ans, ait été assassiné par la police. Arrêté dans l'Etat de Bahia, le 20 octobre 1972, il a été transporté à Sao Paulo où il a subi des sévices barbares. Depuis le 20 novembre, on est sans nouvelles de lui.

Mais cette intensification de la répression qui ensanglante le Brésil n'est que le reflet du désespoir des dictateurs, impuissants à bâillonner la voix du peuple qui se révolte contre ses bourreaux.

L'aube de la lutte armée

Depuis le printemps 1972, en effet, la nouvelle s'est répandue dans le monde entier. Au centre du Brésil, dans l'Etat du Pará, la résistance armée des masses opprimées s'organise et se développe.

Il est apparu récemment dans cet Etat, et dans plusieurs régions du Mato Grosso, du Goiás et du Maranhão, un mouvement populaire, l'« Union pour la liberté et pour les droits du peuple ». Il vient de faire connaître sa première



« Réforme agraire immédiate ou nous occuperons les terres ». Manifestations de paysans du Nordeste juste avant le coup d'Etat de 1964.

proclamation, dans laquelle il expose la dure situation dans laquelle vivent les habitants de cette immense zone du Brésil et les appelle à s'unir sur leurs revendications immédiates, pour défendre leurs droits.

De quelle manière ? C'est ce qu'explique un paysan de la région qui a rejoint les forces des partisans de l'Araguaia :

« La lutte pour le pauvre, c'est la même chose que la lutte pour les gens. Personne ne vit sans air, personne ne vit sans lutte. Dans l'intérieur, tout est contre le pauvre : le « grileiro » qui expulse les habitants, la maladie qui harcèle les gens ; le « batepeau » (police locale) qui humilie et vole le paysan. Le propriétaire de la châtaigneraie qui traite le peuple comme un voleur de châtaignes. Le commerçant qui achète le riz pour rien. Le prix du café, du sucre, des remèdes, des « machettes », de la bêche, montent tous les jours. Et l'enfant qui meurt faute de soins, et la faim toujours présente !

« La question, c'est que les gens s'unissent et luttent. Crier contre tout cela, c'est bien ; mais le cri ne va pas très loin, le coup de feu, oui.

« Son bourdonnement arrive à Brasília où on voit le général courir pour distribuer des aumônes aux pauvres. C'est le bruit de notre coup de feu qui résonne à ses oreilles... »

Le chemin de la victoire

C'est encore la voix des partisans qui l'indique :

« Résister, nous résistons déjà, malgré les difficultés qui sont immenses. Quant à vaincre, ce n'est pas une chose qui nous incombe seulement à nous. Dans le pays, il y a des patriotes indignés par la braderie du gouvernement, des démocrates qui ne supportent pas la répression, des ouvriers qui souffrent des privations de plus en plus grandes, des paysans qui désirent la terre sans l'obtenir. Ensemble, ils forment l'écrasante majorité de la nation. Quand il y aura union de tous et lutte décidée, alors le peuple vaincra. »

Pourquoi s'unir, pourquoi lutter ?

« Pour libérer le pays de la dictature militaire, conquérir la liberté et assumer les conditions pour que la nation poursuive librement son élan.

« Une chose est sûre : le Brésil est trop grand pour être un camp de concentration dirigé par des généraux rétrogrades. Il ne peut plus être le paradis du capital étranger et l'enfer de son peuple... »

« ... Dans les conditions actuelles, le peuple brésilien n'arrivera à se libérer des oppresseurs qu'en étendant la lutte armée à l'intérieur. Cela n'exclut pas — au contraire, cela présuppose — d'autres formes de luttes politiques de masse. L'important, c'est que tout soit entrepris

pour frapper la dictature, développer la lutte armée et porter le peuple à la victoire.

« Nous avons la sympathie de l'écrasante majorité de la population. Les militaires craignent notre exemple. La flamme de la révolte s'est allumée dans l'Araguaia et, avec le temps, elle s'étendra à tout le Brésil. »

Le Parti communiste du Brésil : un guide pour la lutte

Le peuple brésilien n'est pas seul dans sa lutte. Le Parti communiste du Brésil, qui s'en tient fermement à la juste voie

21 FÉVRIER 73
journée mondiale
anti-impérialiste

SOUTIEN
AUX
PATRIOTES
BRÉSILIENS

marxiste-léniniste, lui montre le chemin.

Dès 1962, en effet, il a triomphé de la ligne révisionniste qui tentait de dévoyer son combat. Depuis lors, il s'est réorganisé pour la lutte. C'est lui qui a défini les caractères de la révolution qui doit se réaliser au Brésil : une révolution nationale contre l'impérialisme américain et démocratique contre la dictature fasciste. C'est lui qui a montré la nécessité inéluctable du recours à la lutte armée et ses liens indispensables avec le mouvement de masse.

Ce sont ses analyses et ses mots d'ordre que le peuple brésilien, secouant ses chaînes, commence à traduire dans l'action.

MOTION DE SOUTIEN AUX PATRIOTES BRÉSILIENS

« Indignés par la nouvelle de l'assassinat des dirigeants du Parti communiste du Brésil (P.C. du B.), Lincoln Oest, Luis Giulhardini, Lincoln Bicalho Roque et Carlos Danielli,

« Et répondant à l'appel des patriotes brésiliens du 1^{er} février 1973, les participants au meeting organisé par « l'Humanité Rouge » le 16 février 1973 à Paris, s'engagent à faire largement connaître autour d'eux les crimes fascistes commis contre le peuple brésilien par la dictature militaire au service de l'impérialisme américain, en diffusant largement l'appel des patriotes brésiliens.

« Ils s'engagent à soutenir activement toute initiative prise pour exiger du gouvernement brésilien qu'il abandonne son plan d'élimination physique des opposants du régime et qu'il fasse la lumière sur la disparition de José Duarte. »

Adoptée à main levée à Paris le 16 février 1973.

L'adoption de la motion a été suivie d'une minute de silence à la mémoire des camarades assassinés et en signe de colère contre les crimes de la dictature fasciste envers le peuple brésilien.



Minute de silence et de colère.